



Revue

HISTOIRE(S) de l'Amérique latine

Vol. 8 (2013)

**L'expropriation des terres et la formation
du latifundium en Amérique espagnole et latine**

Jean PIEL

www.hisal.org | mai 2013

URI: <http://www.hisal.org/revue/article/Piel2013-8>

L'expropriation des terres et la formation du latifundium en Amérique espagnole et latine

Jean Piel*

Visiter cette problématique en 2012 n'est pas sans antécédents, même si ce thème n'avait guère été repris par l'histoire et les sciences sociales au cours des trente dernières années. Il n'est donc pas sans intérêt de rappeler ces antécédents.

I. La réactualisation récente d'une problématique amplement explorée par les sciences sociales jusque vers 1980.

1° Un thème récurrent des sciences sociales jusqu'aux années 1980 : le binôme latifundio-minifundio en Amérique latine.

Encore en 1990, selon la FAO, 1,3% des propriétaires fonciers détiennent 71,6% des terres agricoles du sous-continent (dont moins de 25% sont réellement mis en culture) cependant que plus de 50% de la population agricole demeure sans terre ou végète sur des *minifundios* inférieurs à 5 ha. Ceci est le résultat d'une longue histoire agraire initiée par la *Conquista* et aggravée durant les 500 ans qui suivirent. Très tôt en effet, au lendemain de la conquête de l'Amérique, le pouvoir colonial a distribué des portions énormes de terres aux *conquistadores* ou à leurs héritiers, ne laissant au reste de la population... que des restes, justement.

Ce ne fut qu'à partir de 1910, avec la Révolution mexicaine — conséquence, en particulier des abus latifundistes commis précédemment sous la dictature de Porfirio DIAZ — que l'Amérique latine commença vraiment à prendre conscience de ses

* Université Denis Diderot, Paris 7 - jhepiel@gmail.com

structures agraires par trop inégalitaires. Au Mexique même, en suscitant une réforme agraire qui, de 1917 à 1976 allait redistribuer 50% des terres agricoles. Ailleurs, devant le spectacle de diverses autres révolutions initiatrices de réformes agraires radicales (russe en 1917, chinoise en 1949, bolivienne en 1952, cubaine en 1959).

2° Difficile alors, dans une telle conjoncture latino-américaine et mondiale, d'ignorer la problématique des accaparements de terres

Prise de conscience qui se manifesta d'abord, *grossso modo* de 1910 jusque vers 1960, par un courant de pensée critique juridique et/ou indigéniste dont on retrouve les traces, entre autres, au Pérou (Quiroga, 1915 ; Solís, 1928 ; Mariátegui, 1928), en Colombie (Friede, 1944 ; Fals Borda, 1957), au Chili (Borde y Góngora, 1956 ; Góngora, 1960).

Ensuite, après la Seconde Guerre mondiale, par un courant de pensée « développementaliste » proposant une politique de croissance qui permettrait d'intégrer enfin au marché les classes subalternes rurales qui en avaient été jusqu'alors largement exclues (Cepal, 1965) et se présentant comme l'unique terme d'alternative à ce que les Etats Unis et les oligarchies dirigeantes latino-américaines dénonçaient comme un « péril communiste » menaçant l'hémisphère occidental (Rostow, 1960 ; Cida, 1965). Courant de pensée et de recherche dont l'université française se fit à son tour l'écho (CNRS, 1965).

Courants réformateurs ou réformistes complétés et approfondis (voire débordés) par des analyses plus globales (voire radicales) insistant sur le poids écrasant du latifundio et du *latifundisme* dans les sociétés régionales et nationales (Malpica, 1965a et 1965b ; Bourricaud, 1967 ; Bravo Bresani, 1970 ; Piel, 1976).

3° A l'appui de ces interrogations, des analyses de cas proposées par géographes et anthropo-ethno-sociologues précisèrent la problématique.

Sur le poids du latifundio et du *latifundisme* sur les sociétés globales latino-américaines (Kuczinsky-Godard, 1946 ; Hammel, 1951 ; Monbeig, 1962 ; Ford, 1962 ; Ruth, 1964 ; Faron, 1967 ; Collin-Delavaud, 1968).

Sur le latifundio comme système d'exploitation (Berthe, 1965 ; Góngora, 1974 ; Klaren, 1970 ; González, 1980).

Sur les victimes des accaparements de terres et de main d'œuvre commis par le *latifundisme* (Mangin, 1967 ; Klein, 1975 ; Kraeger, 1979).

II. Mais une problématique qui avait été ensuite passablement abandonnée par les sciences sociales.

1° A cause du nouveau contexte historique qui s'impose depuis la fin des années 1970...

...Dérivé tout d'abord des désillusions réformistes à propos des réformes agraires tentées lors des années antérieures, soit parce qu'elles furent inexistantes (Argentine, Paraguay), soit parce qu'elles ne furent qu'un trompe l'œil (dans le Pérou du premier BELAUNDE de 1962 à 1968 ou la Colombie de RESTREPO en 1968-1969), soit parce que, même plus systématiques, elles se révélèrent en définitive décevantes (dans le Chili d'ALLENDE, de 1969 à 1972 ; dans le Pérou de VELASCO, de 1969 à 1975) (Guttelman, 1971 ; Goussault, 1972 ; Piel, 1975a).

...Mais dérivé avant tout d'un renversement de tendance qui impose de véritables contre-réformes agraires imposées soit par des dictatures militaires¹, soit au nom des « retours à la démocratie² ».

Les arguments anti-réformistes étant à chaque fois à peu près les mêmes : idéologiques (menées par des interventions étatiques, les réformes ne peuvent être que « dictatoriales » ; se voulant re-distributives, elles ne peuvent être que « communistes »), sociologiques (à quoi bon vouloir retarder la fin annoncée des paysanneries ; place aux classes moyennes urbaines et, dans le champ rural, aux véritables entrepreneurs) et économiques (les réformes agraires entravent la compétitivité des agricultures sur le marché international) (Mesclier, 2000).

2° Les premiers résultats de ces orientations néolibérales.

Dans un premier temps, une incontestable progression des forces productives agricoles : de 1969 à 1978, les surfaces cultivées progressent en Amérique latine de 117 à 128 millions d'hectares (+10%). Mais, dans le même temps, l'autosuffisance alimentaire tombe de 82 à 75%, et un pays autrefois exportateur de maïs comme le Mexique doit maintenant en importer des quantités considérables.

Le retour des agricultures latino-américaines au vieux modèle des monocultures d'exportation (viandes, blé, sucre de canne, café, bananes, laines, coton) auxquelles sont venues s'en ajouter quelques nouvelles (fleurs coupées, fruits et légumes de contre-saison, soja, O.G.M.).

¹ En particulier au Chili, où le coup d'Etat militaire du 11 septembre 1973 inaugure le cycle des dictatures militaires dans presque toute l'Amérique latine.

² Qu'il s'agisse de la seconde Présidence de Fernando BELAUNDE au Pérou en 1980, de Violeta CHAMORRO au Nicaragua en 1990, ou du Président SALINAS au Mexique en 1992.

Au plan sociologique, le retour des anciens latifundistes, rescapés des périodes antérieures, désormais plus étroitement alliés à des financiers et des gestionnaires technocratiques internationaux.

Au plan scientifique, l'abandon des approches globalisantes et critiques de la question au nom de la seule évaluation des performances productivistes et des rentabilités des activités agricoles — spécialités pragmatiques et actualistes pour lesquelles la discipline historique se révèle peu nécessaire.

3° Et les historiens dans tout cela ?

Interpelés par les agitations agraires séculaires et les polémiques du sous-continent jusque dans les années 1970, ils le sont à nouveau par celles, plus récentes, que les orientations néolibérales ne sont pas parvenues à juguler, bien au contraire (mouvements de paysans sans terre au Brésil ; luttes de communautés indiennes contre les implantations multinationales minières, hydro-électriques ou agricoles ; insurrection néo-zapatiste au Chiapas en 1994 enfin).

Concernant ces dernières luttes, il est peut-être encore trop tôt pour en écrire l'histoire. Mais, pour ce qui concerne la compréhension des premières, les apports des historiens d'alors ne furent pas négligeables. En particulier dans deux domaines : pour nous expliquer les origines du latifundium accapareur de terres en Amérique latine (Zavala, 1940 ; Chevalier, 1952 ; Glave y Rémy, 1979) ; pour nous faire connaître comment la situation foncière évolua ensuite jusqu'à nos jours, pendant la période coloniale (Ots Capdequí, 1946 ; Macera, 1966 ; Macera, 1971 ; Ramírez Horton, 1974 ; Piel, 1975a), puis pendant la période républicaine (Piel, 1975a ; Burga, 1976 ; Kay, 1977 ; González, 1978 ; Piel, 1984).

Grâce à eux, nous pouvons donc présenter ici à grands traits ce que fut l'histoire des « accaparements de terres et la formation du latifundium latino-américain ».

III. Aux origines de l'appropriation des terres et du latifundium en Amérique latine.

1° Les données initiales du problème.

Une des grandes nouveautés apportées par les Espagnols en Amérique fut, bien entendu, la propriété privée de la terre. Elle n'avait pourtant pas toujours été une évidence, même en Europe³ mais, s'appuyant sur le droit romain antique, les juristes en avaient depuis longtemps légitimé l'usage, même si elle n'y était pas la seule forme de domination du sol.

³ Pour Saint Thomas par exemple, il ne semblait pas légitime de s'approprier la terre (don de Dieu) au même titre que les biens meubles (fruits du travail humain).

Or une telle conception du rapport à la terre était tout simplement inconcevable pour les sociétés indo-américaines réceptrices — même dans celles où des élites dirigeantes appuyées sur un Etat (aztèque, maya, incaïque) avaient commencé à pratiquer des formes d'appropriation privative, mais des hommes (*achis* centraméricains, *yanas* andins), pas des terres qui, en toute hypothèse, n'étaient soumises qu'à des formes de possession collectives — par exemple, dans l'empire incaïque : d'Etat (terres de l'Inca), des temples (terres du Soleil) ou des communautés rurales familiales extensives (*ayllus*) servant de bases à l'édifice sociopolitique global.

2° Dans ces conditions, l'apparition de la propriété privée de la terre en Amérique espagnole dut se faire en deux temps.

D'abord, en confisquant par droit de conquête au profit des *conquistadores* et de la Couronne d'Espagne les souverainetés que les sociétés indo-américaines exerçaient sur leurs populations et leur territoire — et ce fut l'*encomienda*, concession (féodale) du pouvoir souverain à des personnes privées pour services rendus lors de la conquête de l'Amérique⁴.

Ensuite quand, avec les *Nouvelles Lois des Indes*, il devint évident pour les premiers *encomenderos* qu'ils ne pourraient pas assurer la pérennité de leurs lignages par la perpétuité de leurs *encomiendas* et qu'ils n'auraient d'autre recours à cette fin qu'accéder à la perpétuité héréditaire de la propriété d'un sol et d'un sous-sol dont la rente serait suffisante pour garantir le statut dominant de leur famille dans la nouvelle société coloniale en formation.

3° Un compromis juridique durable s'établit donc à partir de la fin du XVIe siècle entre :

D'une part une nouvelle classe de grands propriétaires fonciers qui bénéficient de dotations considérables de terres (mesurées en centaines, voire en milliers de *caballerías* (1 *caballería* = environ 45 ha) concédées par la Couronne soit en récompense de services rendus (*gracias de tierras*), soit par achat auprès du fisc royal (*composiciones de tierras*).

D'autre part des terres réservées pour la Couronne, dont celle-ci dispose en réserve (*tierras baldías* ou *realengas*) ou pour en allouer une portion afin de constituer la base foncière (*ejido*) des nouvelles communautés indigènes créées sur le modèle des paroisses rurales ibériques par l'Eglise (*doctrinas*) ou par la Couronne (*reducciones de indígenas*) en contrepartie de leurs obligations fiscales (dîmes, prémisses ; tribut, corvées gratuites, *mita*).

⁴ La démesure semble alors la règle. Ainsi le *Marquesado del Valle*, octroyé à Hernan CORTES, couvre quelques 40 000 km², soit plus que la Belgique actuelle.

L'usage mixte de ces terres communautaires (parcelles individuelles mais soumises à contraintes et usage collectifs et, de surcroît, à redistributions périodiques) achève donc, face aux grandes propriétés de l'oligarchie créole en voie de consolidation, de constituer dès l'origine l'opposition structurelle destinée à durer jusqu'à nos jours entre le latifundio et le minifundio.

IV. Durant la période coloniale : le compromis durable, mais inégal et toujours précaire, entre latifundistes et communautés indigènes.

1° L'équation initiale héritée de la fin du XVI^e siècle met en jeu :

D'un côté, les communautés indigènes, qui assurent bon an mal an gratuitement leur reproduction biologique grâce à l'exploitation mixte de leurs terres *ejidales* utilisées en commun (pâtures, landes et forêts gérées par la communauté ou les confréries religieuses) ou individuellement (chaque famille nucléaire se voyant attribuer un lopin d'usage exclusif : *milpa, topo, chacra*). En principe garanties dans leur possession en contrepartie de leurs obligations fiscales collectives envers la Couronne et l'Eglise, mais sous étroite tutelle d'autorités (curés, *corregidores de indios*) qui ont partie liée avec les *haciendados* riverains, certaines courent néanmoins le risque de perdre leur peu d'autonomie et, surtout, leurs terres.

De l'autre côté les *haciendados* et entrepreneurs locaux (mineurs, *obreros*), insatiablement en recherche de nouvelles acquisitions foncières ou de main d'œuvre bon marché, qui utilisent leurs connivences avec l'appareil clérical ou d'Etat pour empiéter sur les terres *baldías* et les *ejidos* indigènes. Leur stratégie est moins d'agrandir leurs terres — ils en possèdent déjà beaucoup, et qu'ils ne cultivent qu'à 10 ou 20% — que de tendre au monopole local des meilleures terres afin de garantir leur hégémonie sur le pouvoir local ou régional⁵.

Pendant 250 ans, les rapports entre minifundistes communautaires indigènes et latifundistes créoles s'établissent donc sur le mode du conflit permanent, conflit où, compte tenu du rapport réel des forces et malgré l'opiniâtreté défensive de la paysannerie indienne, on devine facilement qui gagne à la finale dans la plupart des cas⁶.

⁵ Par exemple dans la province d'Ocongate, près du Cuzco, où les communautés indiennes de Calhua, Jachacolla, Palcolla, Coya et Sumana, dispersées en *estancias* d'élevage sur les versants andins, doivent encore en 1966 leur service gratuit sur la réserve de la lointaine hacienda *Ccapana* dont les propriétaires successifs, pendant plus de 400 ans, ont entretenu cette obligation féodale imposée dans la région par les premiers *encomenderos* au XV^e siècle.

⁶ On voit bien ce conflit entre l'insatiabilité latifundiste coloniale et la résistance chicanière des communautés indigènes dans le cas de la querelle qui oppose pendant un siècle l'hacienda *Pomacocha* au village de Vischongo. En 1577, l'hacienda réussit à se faire composer 50 *fanegadas* (environ 115 ha) aux dépens du village, puis 50 autres *fanegadas* lors des compositions de 1624 et 1627. En 1648, le nouveau propriétaire (le Couvent de Santa Clara), contre versement de 800 *pesos* et 80 *reales* au fisc royal,

2° Certes, toutes les communautés ne sont pas également victimes de ce latifundisme colonial.

Car, étant nécessaires aux ressources fiscales de la Couronne et de l'Eglise, certaines réussissent à mieux négocier et, quand les circonstances locales leur sont plus favorables, certaines tirent assez bien leur épingle du jeu⁷.

Mais pas au point d'échapper pour finir aux conséquences des réformes des Bourbons d'Espagne quand ceux-ci, dans le but d'augmenter leurs ressources fiscales, font tout pour maximiser le rendement des taxes commerciales (*alcabalas*) et du tribut indigène.

Avec une triple conséquence pour les communautés : y alourdir la pression tributaire, au point d'y généraliser les rébellions antifiscales indiennes (O'Phelan Godoy, 1988) ; y banaliser l'économie mercantile-monétaire, donc l'individualisme agraire avec ses inévitables effets inégalitaires⁸ et, surtout, y favoriser les intromissions des intermédiaires ruraux petits blancs et métis qui, échappant aux contraintes communautaires mais néanmoins résidant dans les villages, en profitent pour s'y faire « composer » de nouvelles *haciendas* sur les terres périphériques des *ejidos*⁹.

V. Aggravation du problème dans les républiques indépendantes confrontées aux effets du libéralisme économique.

1° Doublement inspirés par les principes du libéralisme (politique et économique).

Les *Libertadores* et Constituants qui fondent les nouvelles républiques affranchies du joug colonial espagnol rêvent évidemment, sur le plan agraire, de liquider les institutions corporatives d'Ancien Régime qui s'opposent à l'universalisation de la

s'empare de 80 nouvelles *fanegadas* (environ 185 ha), étant saufs en faveur du village 7 *topos* (quelques dizaines d'ares), bientôt annexés comme le reste. En 1678 et 1681, le cacique Francisco POMALIBIA obtient tout de même la restitution de ces 7 *topos*. Il n'empêche, de 1577 à 1681, l'*hacienda* a grignoté aux dépens de la communauté plus de 400 ha qui pourtant, vue son extension initiale, ne devaient pas être vitaux pour elle.

⁷ A la fin du XVIIe siècle, des confréries religieuses indiennes ont réussi à se constituer un capital de 60 000 lamas dans les Andes péruviennes. Encore en 1794, sur les hautes terres guatémaltèques, le village de San Andres Sajcabaja qui, grâce au protectorat de l'ordre dominicain, avait initialement échappé au régime de l'*encomienda*, a réussi à conserver intact l'*ejido* de 20 000 ha qui lui avait été attribués lors de sa réduction en doctrine dominicaine au XVIe siècle.

⁸ Dans la communauté indienne de Muquiyauyo au Pérou, la proportion des parcelles individualisées passe de 33,5% de la surface totale en 1742 à 61,3% en 1819.

⁹ A San Andres Sajcabaja, déjà cité, entre 1794 et 1798, les descendants du curé et de sa maîtresse, une cacique indienne, se font composer en hacienda d'élevage 2 000 des 20 000 ha des terres communautaires du village.

propriété privée et librement aliénable. Ils s'en prennent donc aux biens de mainmorte (majorats laïcs ou terres d'Eglise) et, bien sûr, à la possession collective de leurs terres *ejidales* par les communautés rurales (le plus souvent, indiennes).

Dans le premier cas, cela donne lieu à d'importants transferts de propriété par distribution ou revente à des prix très avantageux aux principaux bénéficiaires des Indépendances (militaires indépendantistes, commerçants enrichis) des biens confisqués et proclamés « biens nationaux ».

Dans le second cas, cela provoque des distributions obligatoires en parcelles familiales privées des terres communales indiennes avec obligation de mise en vente des terres qui, distribution préalable faite, resteraient « en excédent » (ce qui constitue une excellente opportunité pour les aspirants latifundistes en mal d'acquérir ou d'agrandir leurs terres).

2° Toutefois, les décrets constitutionnels concernant cette dernière clause tardent à produire leurs effets.

Car ils sont en contradiction avec la nécessité où sont les jeunes Etats indépendants mais surendettés de préserver leur assiette fiscale, fondée avant tout sur la permanence républicaine de l'ancien tribut indigène colonial tel que consolidé à la fin du XVIII^e siècle¹⁰.

Aussi, s'il est certain que d'importants transferts de grandes propriétés déjà préalablement constituées eurent lieu au lendemain des Indépendances, il est beaucoup plus difficile de documenter (aussi parce que c'est une époque de guerres civiles et d'anarchie administrative) dans quelle proportion les terres communales eurent à souffrir immédiatement de spoliations latifundistes.

Le plus probable étant que ceux qui en profitèrent alors le plus furent, comme à la fin de la période coloniale, ces intermédiaires ruraux métis ralliés opportunément à la cause de l'Indépendance.

3° Concernant ces derniers, notons qu'ils bénéficient :

Non seulement des décrets constitutionnels réorganisant le régime des terres mais aussi de ceux qui réaménagent l'administration territoriale des jeunes républiques.

Ces derniers en effet, en substituant les nouvelles municipalités républicaines aux anciens *cabildos* et *comunes de indios* (désormais sans existence constitutionnelle), donnent le pouvoir local aux éléments hispanophones de la population donc, en milieu

¹⁰ En 1840, la « contribution des indigènes » (survivance du « tribut indigène » colonial réorganisé en 1786) procure 80% des recettes fiscales du jeune Etat péruvien, surendetté à l'intérieur comme à l'extérieur.

rural, aux petits blancs et métis (*ladinos* centraméricains, *mistis* andins) qui vivent dans les anciennes réductions indigènes.

Ceux-ci sont donc en situation, depuis leur nouveau pouvoir municipal, d'allouer à leurs parentèles en location emphytéotique des portions importantes des anciennes terres *ejidales* indiennes devenues terres municipales. Avec le temps, occupation durable valant possession selon les nouveaux décrets de la fin du XIX^e siècle constituant les « titres supplétifs » de propriété, ces terrains seulement loués à l'origine deviendront la propriété privée définitive de leurs descendants ou successeurs contre versement de sommes dérisoires au fisc ou à l'appareil judiciaire.

VI. Les avancées irrépressibles du néo-latifundisme républicain dans les périodes de reprise de la conjoncture mercantile et financière mondiale

1° Ces mécanismes juridiques étant en place, il ne reste plus qu'à les faire jouer quand la conjoncture économique et politique devient propice.

C'est ce qui se produit par deux fois, *grosso modo* de 1850 à la crise économique mondiale de 1873, puis de 1890 au lendemain de la Première Guerre mondiale.

Durant la première, l'alliance entre le capital commercial¹¹ et les latifundistes les plus entreprenants, qui se dédient aux produits agricoles d'exportation, provoque sur le terrain une première vague d'expansion latifundiste.

Mais sans comparaison avec celle qui se produit durant la seconde période, celle-ci résultant cette fois des effets de l'ingérence du grand capital financier international dans les agricultures d'exportation latino-américaines. Directement (à l'initiative directe de ce capital financier) ou indirectement (en poussant les secteurs latifundistes plus traditionnels à relever le défi de la concurrence de manière extensive), cela va engendrer une offensive latifundiste inouïe dans tout le sous-continent, d'autant plus dramatique qu'elle se produit dans un espace où les terres agricoles étaient déjà partagées depuis l'époque coloniale.

2° Où trouver alors les réserves de terres nécessaires à cette expansion néo-latifundiste ?

Soit par l'annexion militaire de nouvelles frontières indiennes jusqu'alors restées hors de portée des centres de pouvoir, et dont les populations autochtones sont, comme dans l'Ouest étatsunien de la même période, pratiquement exterminées¹², permettant de

¹¹ Capital commercial détenu par les maisons d'import-export étrangères et leurs honorables correspondants nationaux, la nouvelle bourgeoisie des consignataires.

¹² Frontières de conquêtes du nord semi-désertique mexicain ; des Lacandona, Petén et Yucatán guatémalo-mexicains ; de l'Amazonie sous-andine et brésilienne et du Chaco ; de la Patagonie et de

considérer leurs territoires comme autant de « terres vierges » disponibles pour une colonisation *ex nihilo*, en général au profit de très grandes propriétés¹³ — comme du temps de la *Conquista*.

Soit en dépourvant d'anciennes communautés coloniales indiennes de la possession séculaire de leurs terres de pâturage considérées comme inutilisées, donc déclarées « terres fiscales¹⁴ » ou « terres en excédent¹⁵ ».

Soit enfin en mobilisant d'énormes moyens techniques et financiers pour mettre en valeur (aplanissement du terrain, irrigations, installations industrielles) des terres en friche ou désertiques que l'on joint aux surfaces des anciennes haciendas coloniales et aux terres et aux eaux d'irrigation de communautés antérieurement absorbées¹⁶.

3° Sur le terrain, cela signifie l'apparition de très grandes étendues latifundiaires vouées selon les cas

Si elles sont d'usage extensif, généralement à l'élevage d'exportation (laines, cuirs et viandes de la pampa et des hautes terres andines) en direction des marchés internationaux et des villes en pleine expansion.

Si elles sont d'usage plus intensif, à des cultures d'exportation bien cotées sur le marché international (coton, sucre de canne, café, bananes, sisal, etc.).

Dans ces derniers cas, il s'agit de latifundios gigantesques, suréquipés en moyens techniques et financiers, utilisant une main d'œuvre (mal) salariée ou recrutée par des contrats saisonniers (abusifs), créés souvent à l'initiative de sociétés agricoles par actions dont les sièges se trouvent en Europe¹⁷ ou aux Etats Unis¹⁸ et qui se comportent

¹³ l'Araucanie à l'extrême sud.

¹⁴ En particulier dans la pampa argentine et le Paraná brésilien.

¹⁵ « Terres fiscales » du nord-ouest argentin, confisquées autour de Salta et Jujuy aux communautés de puna qui avaient été fixées là à l'époque coloniale.

¹⁶ Terres indiennes de punas déclarées « en excédent » en Bolivie et au Pérou. Par exemple dans la province d'Azángaro, où le *boom* de l'élevage bovin et ovin extensif (le cheptel y augmente de + 160% de 1825 à 1906) a entraîné un gigantesque accaparement des terres communautaires indiennes au profit des *haciendas* dont le nombre augmente de 356% de 1876 à 1915.

¹⁷ Dans la vallée de Chicama, les LARCO HERRERA autour de leur hacienda *Roma* et les GILDEMEISTER autour de leur hacienda *Casa Grande* ont concentré respectivement autour de leurs très grandes entreprises sucrières 24 et 25 haciendas coloniales. On comprend le gigantisme final atteint quand, à la suite d'une crise financière, ces deux super-latifundios fusionnent en un seul en 1924.

¹⁸ Depuis 1899, à Liverpool, pour la *British Sugar C° Ltd*, qui exploite 7 grandes haciendas cotonnières et sucrières dans la vallée de Cañete au Pérou. Depuis 1909 à Brême pour la *Casa Grande Zuckerplantagen Gesellschaft* qui exploite l'hacienda *Casa Grande* dans la vallée de Chicama au Pérou.

¹⁹ Depuis 1899 aux Etats Unis pour la *United Fruit Cy* qui exploite des bananeraies à Cuba, au Guatemala, au Honduras, en Colombie. Depuis 1899 dans le Connecticut pour la *William Grace and Co*, maîtresse au Pérou des deux gigantesques haciendas sucrières de *Cartavio* et *Paramonga*. Depuis 1912 à Charleston pour la *Chicama Central Sugar Factory*, concurrente des GILDEMEISTER dans la vallée de Chicama.

comme de véritables enclaves extraterritoriales dans le pays d'accueil, réduit quelquefois à n'être plus qu'une « république bananière¹⁹ ».

4° Mais, parvenue à ce point, l'histoire de la formation du latifundium en Amérique latine :

Cesse d'être seulement l'histoire des accaparements de terres pour entrer dans celle des accaparements de souveraineté par le capital financier international.

Puisque, dès avant la Première Guerre mondiale, les stratégies de ces sociétés anonymes internationales propriétaires de ces gigantesques latifundios, nous annoncent celles pratiquées aujourd'hui en matière agraire par des groupes transnationaux tels que le groupe *Monsanto* au Brésil ou en Argentine.

Peut-on dire que leurs résultats économiques, écologiques et sociaux ont été probants ?

Bibliographie

BERTHE, Jean Pierre, 1965, « Production et productivité agricole au Mexique du XVIème au XVIIIe siècle », *Conférence internationale d'Histoire économique*, Munchen, Paris, Mouton.

BORDE, Jean et Mario GÓNGORA, 1956, *Evolución de la propiedad rural en el valle del Pangue*, Santiago de Chile, Universidad.

BOURRICAUD, François, 1967, *Pouvoir et Société dans le Pérou contemporain*, Paris, Armand Colin.

BRAVO BRESANI, Jorge, 1970, « Mito y realidad de la oligarquía peruana », *Comunidades*, 5 : 14, pp. 29-52.

BURGA, Manuel, 1976, *De la encomienda a la hacienda capitalista : el Valle de Jequetepeque del siglo XVI al XX*, Lima, Instituto de Estudios Peruanos (IEP).

CEPAL, 1965, *Problemas agrarios de la América latina*, Santiago de Chile, Cepal.

CHEVALIER, François, 1952, *La formation des grands domaines au Mexique*, Paris, Institut d'Ethnologie.

CIDA (Canadian International Development Agency, OEA), 1965, *La reforma agraria y la Alianza para el Progreso*, Washington, CIDA.

¹⁹ Quand Jacobo ARBENZ tente de lui imposer une réforme agraire en 1952, la *United Fruit Co* s'est déjà fait concéder par les précédents gouvernements guatémaltèques : un port franc, le réseau de chemin de fer national et 1 000 km² de terres, dont seulement 30% sont réellement mises en valeur par ses bananeraies.

- COLLIN DELAVAUD, Claude, 1968, *Les régions côtières du Pérou septentrional*, Lima, Institut Français d'Etudes Andines (IFEA).
- CNRS, 1965, *Problèmes agraires de l'Amérique latine*, Paris, CNRS.
- FALS BORDA, Orlando, 1957, *El hombre y la tierra en Boyacá*, Santafé de Bogotá, Documentos Colombianos.
- FARON, Luis, 1967, *Agricultural Production and Local Organization in the Chancay Valley*, Madison, University of Wisconsin Press.
- FORD, Thomas R., 1962, *Man and Land in Peru*, Gainesville, University of Florida Press.
- FRIEDE, Juan, 1944, *El indio y la lucha por la tierra*, Santafé de Bogotá, Espiral.
- GLAVE, Luis Miguel et Marisa REMY, 1979, « Origen de los latifundios en Ollantaytambo », *Analisis*, n° 8-9, pp. 3-35.
- GÓNGORA, Mario, 1960, *Origen de los inquilinos en el Chile central*, Santiago de Chile, Universidad de Chile.
- GONZÁLES, Michael, 1978, *The Formation of a Rural Proletariat on a Peruvian Sugar Plantation, 1875-1933*, PhD thesis, University of California, Berkeley.
- GONZÁLES, Michael, 1980, « Capitalist Agriculture and Labour Contracting in Northern Peru (1880-1905) », *Journal of Latin American Studies*, XII : 2, pp. 291-315.
- GOUSSAULT, Yves, 1972, *Crise et réforme des structures agraires : le cas chilien*, Paris, Université de Paris I.
- GUTTELMAN, Michel, 1971, *Réforme et mystification agraires en Amérique latine : le cas du Mexique*, Paris, Maspero.
- HAMMEL, Eugene A., 1951, *Wealth, Authority and Prestige in the Ica Valley*, Berkeley, Albuquerque, University of New Mexico Press.
- KAY, Cristóbal, 1977, « The Development of the Chilean Hacienda System 1850–1973 », in DUNCAN, Kenneth et Ian RUTLEDGE (Eds.), *Land and Labour in Latin America : Essays in the Development of Agrarian Capitalism in the 19th and 20th Centuries*, Cambridge, Cambridge University Press, pp 103-140.
- KLAREN, Peter, 1970, *La formacion de las haciendas azucareras y los orígenes del APRA en el Perú*, Lima, Moncloa.
- KLEIN, Herbert S., 1975, « Haciendas and Free Community in the XVIIIth Century Peru : A Demographic Study of the Aymara Population of Pacajes and Chulumani in 1786 », *Journal of Latin American Studies*, VII : 2, pp. 193-220.

- KRAEGER, Karl, 1979, *Condiciones agrarias de la Sierra Sur peruana en 1899*, Lima, Instituto de Estudios Peruanos (IEP).
- KUCZINSKY-GODARD, Maxime, 1946, « Un latifundio del Sur peruano : Lauramarca », *América Indígena*, VI : 3, pp. 257-276.
- MACERA, Pablo, 1966, *Haciendas jesuitas del Perú : siglos XVII y XVIII*, Lima, Universidad Nacional Mayor de San Marcos (UNMSM).
- MACERA, Pablo, 1971, « Feudalismo colonial americano : el caso de las haciendas peruanas », *Acta Historica*, n° 35, pp. 3-43.
- MALPICA, Carlos, 1965a, *Guerra a muerte al latifundio*, Lima, Voz Rebelde.
- MALPICA, Carlos, 1965b, *Los dueños del Perú*, Lima, Imprenta Universal.
- MANGIN, William, 1967, *Las comunidades alteñas en América latina*, Mexico, Instituto Indigenista.
- MARIATEGUI, Jose Carlos, 1928, *Siete ensayos de interpretacion de la realidad peruana*, Lima, Amauta.
- MESCLIER, Evelyne, 2000, « Trente ans après la réforme agraire péruvienne, le discours des entrepreneurs », *Problèmes d'Amérique latine - La Documentation française*, n° 49, pp. 117-141.
- MONBEIG, Pierre, 1962, *Pionniers et Planteurs de Sao Paulo*, Paris, Armand Colin.
- O'PHELAN GODOY, Scarlett, 1988, *Un siglo de rebeliones anticoloniales, Perú, Bolivia*, Cuzco, Centro Bartolome de Las Casas.
- OTS CAPDEQUI, José M., 1946, *El régimen de la tierra en la América española durante el periodo colonial*, Santo Domingo, Universidad de Santo Domingo.
- PIEL, Jean, 1975a, *Capitalisme agraire au Pérou*, Vol I : *Origines et originalité de la société agraire péruvienne au XIXe siècle*, Paris, Anthropos.
- PIEL, Jean, 1976, « Terre et société : L'oligarchie foncière au Pérou », *Revue d'Histoire Moderne et Contemporaine*, XXIII : 2, pp. 291-304.
- PIEL, Jean, 1984, *Capitalisme agraire au Pérou*, Vol II : *L'essor du néo-latifundisme dans le Pérou républicain*, Paris, Anthropos.
- QUIROGA, Manuel, 1915, *La evolución jurídica de la propiedad rural en Puno*, Arequipa, Tipografia Quiroz Perea.
- RAMIREZ HORTON, Suzan, 1974, *The Sugar Estates of the Lambayeque Valley : 1670-1800*, Madison, University of Wisconsin Press.

ROSTOW, W.W., 1960, *The stages of economic growth : a non-communist manifesto*, Cambridge, Cambridge University Press.

RUTH, R.C., 1964, *Cotton and Major Sugar Estates of Mexico and Peru*, Madison, University of Wisconsin Press.

SOLIS, Abelardo, 1928, *Ante el problema agrario peruano*, Lima, Ed. Perú.

ZAVALA, Silvio, 1940, *De encomiendas y propiedad territorial en algunas regiones de la América Española*, Mexico, Porrúa.